



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD
SOUS-PREFECTURE DE DOUAI

Bureau de la protection des populations et des
affaires générales/
Mylène Méglinsky 03.27.93.59.63
et

S3PI Hainaut Cambrésis Douaisis/
Amandine Duflos 03.27.21.31.69

A

Douai, **29 NOV. 2016**

**Réunion de la CSS
ALFI Douai Waziers
le 13 septembre 2016**

Participants :

Collège "Administrations de l'Etat"

Madame GALLO, Sous-Préfecture de Douai
Madame MEGLINKY, Sous-Préfecture de Douai
Monsieur SANTERRE, DREAL

Collège "Exploitant"

Monsieur BOISSY, Air Liquide Waziers
Madame JOLY, Air Liquide Waziers
Madame DUCCELLIER, Air Liquide Douai

Collège "Représentant des salariés"

Madame PICQUE, CHSCT de Air Liquide Waziers
Monsieur MIA, CHSCT de Air Liquide Douai

Collège "Collectivités"

Monsieur DESMENEZ, Adjoint au maire de Sin-le-Noble
Monsieur MERCIER, Conseiller municipal à Waziers
Madame WOJKIEWICZ, Mairie de Waziers
Monsieur MEZDOUR, Adjoint au maire de Douai
Monsieur BEN SMIDA, Directeur Développement Durable de la CAD

I.	Introduction du Président de la CSS.....	3
II.	Bilan d'activité et environnemental de l'établissement ALFI Waziers pour l'année 2015 (risques technologiques et risques chroniques).....	3
III.	Bilan d'activité et environnemental de l'établissement ALFI Douai pour l'année 2015 (risques technologiques et risques chroniques).....	4
IV.	Questions et échanges.....	5

La séance est ouverte à 15 heures.

(a) Introduction du Président de la CSS

En l'absence de Monsieur DESTOUCHES, Madame GALLO préside la séance.

Il est procédé à un tour de table de présentation.

(b) Bilan d'activité et environnemental de l'établissement ALFI Waziers pour l'année 2015 (risques technologiques et risques chroniques)

Monsieur BOISSY présente le diaporama.

Au cours de l'année 2015, 17 805 m³ ont été conditionnés, soit une progression de 6 % par rapport à l'année précédente. Le contexte économique européen demeure globalement compliqué ; le site de Waziers affiche un taux de charge inférieur à 50 %.

Incidents et accidents

L'année 2015 fut satisfaisante en termes d'incidents et d'accidents, dans la mesure où seule une chute de plain-pied survenue lors d'un déplacement à Paris est à déplorer.

Par ailleurs, un Incident Potentiellement Grave (IPG) est survenu le 12 août 2015. Les goujons d'une vanne ont cédé sur un circuit sous pression de 200 bar d'hélium, sur une semi-remorque H2L LINDE. Cet incident a déjà été présenté lors de la précédente CSS.

Plaintes et exercices

Aucune plainte n'a été formulée au cours de l'année 2015.

Un exercice POI s'est déroulé, en interne, le 2 décembre 2015, sur la base d'un scénario d'épandage d'hydrogène liquide au niveau d'une semi-remorque en cours de conditionnement. L'exercice a eu lieu sans la participation des secours externes. Il visait avant tout à valider le schéma d'alerte et à familiariser les personnels à ce type d'intervention. Des rôles leur avaient été attribués afin de valider leurs fonctions respectives et la communication entre eux. L'information de la Direction s'est révélée être un point faible. Cette piste d'amélioration est suivie dans le plan d'action, réalisé à 72 % aujourd'hui.

Par ailleurs, quatre exercices internes d'évacuation, de rassemblement et de recensement des personnels ont été réalisés au cours de l'année 2015.

Système de Gestion de la Sécurité

D'un point de vue réglementaire, le site conserve son statut de Seveso Seuil Haut. L'Arrêté Préfectoral Complémentaire, actuellement en cours de rédaction, tiendra compte, suite à la révision de l'Etude de Danger, des nouvelles rubriques introduites dans la nomenclature par la Directive Seveso 3, cette dernière est entrée en vigueur en juin 2016.

Une auto-évaluation Sûreté a par ailleurs été effectuée, conformément à l'Instruction du Gouvernement du 30 juillet 2015, et une inspection a été menée sur ce thème avec les acteurs de l'Etat, le 26 novembre 2015. La principale problématique rencontrée est la suivante : la végétation aux abords du site empêche l'installation d'un système de détection périmétrique. En effet, la commune de Waziers et la SNCF n'entretiennent pas leurs parcelles régulièrement. La demande exprimée en 2014 n'a donné lieu qu'à une unique opération d'entretien.

L'établissement compte 15 personnes, dont huit affectées à l'activité centrale de production et sept à l'entretien des canalisations. L'arrêt de maintenance annuelle a permis de réviser les principales machines du site.

La visite d'inspection effectuée par la DREAL en octobre 2015 n'a révélé aucune non-conformité ; cette visite portait avant tout sur la maîtrise du conditionnement des semi-remorques hydrogéniques. Une révision des procédures et le projet de gestion par badges des entrées/sorties du site répondront aux quatre constats formulés.

En septembre 2015, un audit interne a souligné la qualité de la culture Sécurité du site. Une attention particulière doit toutefois être portée à l'enregistrement du suivi des travaux et aux permis accordés aux sous-traitants. Enfin, une présence renforcée sur le terrain permettra d'intervenir plus rapidement en cas d'écart sur l'application des règles de sécurité.

Par ailleurs, deux revues de directions sont chaque année réalisées. La première a eu lieu en début d'année et a permis de fixer les objectifs de l'année 2015. Après une seconde revue à mi-parcours, la revue opérationnelle du 27 janvier 2016 a dressé le bilan de la réalisation des actions planifiées en 2015.

Dix audits Chantiers ont été réalisés, essentiellement pendant l'arrêt annuel de maintenance. Seuls des points mineurs ont été relevés (sensibilisation, port des EPI). Les 14 audits Chauffeurs effectués n'ont quant à eux révélé aucune non-conformité majeure. Les tests des Eléments Importants pour la Sécurité (EIS), relatifs aux 150 éléments de sécurité du site, n'ont mis en exergue aucune défaillance. Enfin le personnel et les sous-traitants ont fait l'objet de huit Visites Comportementales de Sécurité (VCS), qui avaient principalement pour objet de créer un dialogue autour des conditions de travail.

En 2015, 95 personnels extérieurs ont bénéficié d'une sensibilisation aux risques. L'application stricte des règles élémentaires de sécurité ne fait l'objet d'aucune discussion; un dispositif de sanctions graduées s'applique en cas de non-respect de ces règles. De plus, chaque mois, le personnel du site et les sous-traitants participent à des causeries Sécurité sur des thèmes variés (retours d'expérience sur événements ALFI, fiches réflexes POI, risques de chute, électrisation, etc.)

Investissements dédiés à la maîtrise des risques

76 000 euros ont été consacrés à la centrale de production d'hydrogène liquide, et 670 000 euros au réseau de canalisations qui traverse la région.

(c) Bilan d'activité et environnemental de l'établissement ALFI Douai pour l'année 2015 (risques technologiques et risques chroniques)

Madame DUCCELLIER présente le diaporama.

En 2015, 6 170 km³ d'hydrogène de gaz ont été conditionnés sur le site, soit un volume stable par rapport à 2014. La production de protoxyde d'azote s'est élevée à 3 084 tonnes, contre 3 122 tonnes en 2014.

Incidents et accidents

L'année 2015 s'est avérée satisfaisante en termes de résultats Sécurité, malgré un accident avec arrêt, à savoir la chute de plain-pied d'un prestataire. La DREAL a en outre été informée de deux incidents environnementaux liés à des pertes de fréon, gaz non toxique mais à effet de serre dans deux échangeurs servant à la liquéfaction du protoxyde d'azote. Les équipements sont récents et les causes exactes n'ont pas encore pu être identifiées et font encore l'objet d'analyse. Des moyens de contrôles supplémentaires ont été mis en œuvre.

Enfin, aucune plainte de tiers n'a été enregistrée.

Animation sécurité

Les actions menées ont été les suivantes :

- 19 Visites Comportementales de Sécurité (celles-ci seront, en 2016, remplacées par des *feedbacks* individualisés) ;
- 440 accueils Sécurité, dont la qualité est d'ailleurs soulignée par les visiteurs du site ;
- 20 plans de prévention annuels ;
- 11 audits Chauffeurs ;
- 45 quarts d'heure Sécurité sur les retours d'IPG, les risques de chutes de plain-pied, etc ;
- 28 visites GPSO (Gestes Professionnels Sûrs Observables) ;
- 3 chasses aux anomalies qui visent à éliminer les sources potentielles d'accident.

Plan d'Opération Interne

Un exercice POI a été réalisé le 25 novembre, sans la participation du SDIS, à partir d'un scénario d'épandage de protoxyde d'azote suite à la rupture d'un piquage sur le stockage 80T. Le POI sera modifié en 2016, afin de prendre en compte le nouveau schéma d'alerte, de devenir plus opérationnel et de reprendre, à la demande de la DREAL, les scénarios avec des effets à l'intérieur du site.

Système de Gestion de la Sécurité

L'audit interne SGS du 8 octobre n'a révélé aucun écart. Par ailleurs, la visite d'inspection renforcée de la DREAL du 11 juin, relative au Plan de modernisation des installations industrielles et aux audits et revues de Direction n'a identifié aucune non-conformité. Deux constats ont porté sur la méthodologie de recensement des équipements soumis au Plan et sur l'inventaire basé sur l'EDD 2013. Toutes les actions sont désormais soldées.

Enfin, l'inspection Sûreté du 26 novembre n'a révélé aucune anomalie. Il a été suggéré comme amélioration, l'ajout de caméras à l'entrée du site afin de pouvoir identifier rétrospectivement toute entrée de véhicules ou de personnes à l'intérieur du site.

Investissements dédiés à la maîtrise des risques

362 433 euros ont été investis au titre du gardiennage et de l'accueil, des contrôles, de la réfection de la voirie, des EPI, de la diminution des risques et des formations Sécurité.

(d) Questions et échanges

Waziers

Concernant l'entretien des terrains appartenant à la mairie, Madame WOJKIEWICZ annonce qu'elle se renseignera auprès des services techniques.

Monsieur BOISSY précise que le mur mitoyen séparant le site d'un local destiné aux services techniques a été dégradé par ces derniers, et menace désormais de s'effondrer.

Madame GALLO s'enquiert de l'adhésion du personnel aux problématiques de sûreté.

Monsieur BOISSY assure que le personnel s'avère désormais sensibilisé à ces questions. Les entrées et sorties du site, tout comme les livraisons sont davantage surveillées. Les personnels sont invités à signaler tout élément susceptible de porter atteinte à la sûreté du site.

Monsieur NOËL demande si un exercice POI impliquant les secours extérieurs est envisagé en 2016.

Monsieur BOISSY répond qu'un exercice est prévu en fin d'année, auquel le SDIS sera, comme à chaque fois, convié.

Monsieur MICHEL revient sur l'occupation, pourtant interdite, d'une friche jouxtant le site par une vingtaine de caravanes, entre le 20 et le 31 août. En cas d'incident, une évacuation rapide aurait été impossible.

Madame GALLO indique que ses services ont immédiatement pris un arrêté de mise en demeure, qui a permis aux forces de l'ordre d'évacuer ce campement. Toutefois, plusieurs caravanes sont ensuite revenues, avant d'être à nouveau évacuées. Ces difficultés s'expliquent sans doute par l'actuelle fermeture pour

travaux de l'aire d'accueil.

Douai

Madame GALLO s'étonne de la non-participation du SDIS à l'exercice POI.

Madame DUCCELLIER explique que le SDIS n'était pas disponible, mais sera impliqué dans un nouvel exercice en 2016.

La séance est levée à 16 heures 05.

Le Sous-préfet,



Jacques DESTOUCHES